

CHAMBRE DES REPRÉSENTANTS
DE BELGIQUE

15 décembre 2010

PROPOSITION DE RÉSOLUTION

**visant à prévenir l'utilisation abusive
de l'immunité diplomatique**

(déposée par Mme Alexandra Colen et
MM. Peter Logghe et Bert Schoofs)

BELGISCHE KAMER VAN
VOLKSVERTEGENWOORDIGERS

15 december 2010

VOORSTEL VAN RESOLUTIE

**ter voorkoming van misbruik van
de diplomatieke onschendbaarheid**

(ingediend door mevrouw Alexandra Colen en
de heren Peter Logghe en Bert Schoofs)

N-VA	:	<i>Nieuw-Vlaamse Alliantie</i>
PS	:	<i>Parti Socialiste</i>
MR	:	<i>Mouvement Réformateur</i>
CD&V	:	<i>Christen-Democratisch en Vlaams</i>
sp.a	:	<i>socialistische partij anders</i>
Ecolo-Groen!	:	<i>Ecologistes Confédérés pour l'organisation de luttes originales – Groen</i>
Open Vld	:	<i>Open Vlaamse liberalen en democraten</i>
VB	:	<i>Vlaams Belang</i>
cdH	:	<i>centre démocrate Humaniste</i>
LDD	:	<i>Lijst Dedecker</i>
PP	:	<i>Parti Populaire</i>

Abréviations dans la numérotation des publications:	Afkortingen bij de nummering van de publicaties:
DOC 53 0000/000: Document parlementaire de la 53 ^{ème} législature, suivi du n° de base et du n° consécutif	DOC 53 0000/000: Parlementair document van de 53 ^e zittingsperiode + basisnummer en volgnummer
QRVA: Questions et Réponses écrites	QRVA: Schriftelijke Vragen en Antwoorden
CRIV: Version Provisoire du Compte Rendu intégral (couverture verte)	CRIV: Voorlopige versie van het Integraal Verslag (groene kaft)
CRABV: Compte Rendu Analytique (couverture bleue)	CRABV: Beknopt Verslag (blauwe kaft)
CRIV: Compte Rendu Intégral, avec, à gauche, le compte rendu intégral et, à droite, le compte rendu analytique traduit des interventions (avec les annexes) (PLEN: couverture blanche; COM: couverture saumon)	CRIV: Integraal Verslag, met links het definitieve integraal verslag en rechts het vertaald beknopt verslag van de toespraken (met de bijlagen) (PLEN: witte kaft; COM: zalmkleurige kaft)
PLEN: Séance plénière	PLEN: Plenum
COM: Réunion de commission	COM: Commissievergadering
MOT: Motions déposées en conclusion d'interpellations (papier beige)	MOT: Moties tot besluit van interpellaties (beigekleurig papier)

Publications officielles éditées par la Chambre des représentants	Officiële publicaties, uitgegeven door de Kamer van volksvertegenwoordigers
Commandes: Place de la Nation 2 1008 Bruxelles Tél.: 02/ 549 81 60 Fax: 02/549 82 74 www.laChambre.be e-mail: publications@laChambre.be	Bestellingen: Natieplein 2 1008 Brussel Tel.: 02/ 549 81 60 Fax: 02/549 82 74 www.deKamer.be e-mail: publicaties@deKamer.be

DÉVELOPPEMENTS

MESDAMES, MESSIEURS

La présente proposition de résolution reprend, en l'adaptant, le texte de la proposition de résolution DOC 52 0285/001.

L'article 29 de la Convention de Vienne du 18 avril 1961 sur les relations diplomatiques, approuvée par la loi du 30 mars 1968, dispose: "La personne de l'agent diplomatique est inviolable". La même convention règle également l'inviolabilité du domicile, l'immunité des membres de la famille et du personnel des agents diplomatiques.

Il convient, dans le cadre de la coopération mondiale, de préserver la paix diplomatique et, par conséquent, l'immunité diplomatique. En cas de crises graves, les diplomates constituent souvent le dernier moyen de communication permettant de replacer les actes de leur État d'appartenance dans leur contexte et d'éviter une catastrophe. Plus nous nous éloignons de la dernière grande guerre qu'a connue l'Europe occidentale, plus nous devons veiller à ne pas sous-estimer l'utilité de la diplomatie. En outre, un pays qui impose des restrictions à la diplomatie, met en péril ses propres diplomates.

Le statut et la protection dont jouissent les diplomates, ont toutefois des effets pervers, certainement dans et autour de Bruxelles, la ville européenne à forte concentration diplomatique par excellence. Bruxelles abrite, après Genève, le plus grand nombre de diplomates. Immunité ne peut être synonyme d'impunité. Les citoyens et les institutions de ce pays sont de plus en plus les victimes de diplomates, de membres de leur famille et de leur personnel qui utilisent abusivement l'immunité diplomatique pour couvrir des activités criminelles. Le trafic d'êtres humains et l'esclavage sont monnaie courante dans une frange connue de la caste diplomatique en Belgique, de même que le trafic de drogue et le blanchiment de capitaux. Les victimes d'accidents de la route, de factures impayées et de dommages n'ont aucun recours contre les diplomates et leur entourage. Les diplomates bénéficiant de l'immunité, les parquets et les parties civiles doivent assister, impuissants, à leurs agissements, qui font constamment de nouvelles victimes.

Yvonne Fletcher, la policière qui a été abattue le 17 avril 1984 à partir de l'ambassade de Libye à Londres, est devenue le symbole de la dénonciation de l'impunité arrogante des certains diplomates. Elle est la victime la plus connue de l'immunité diplomatique, mais malheureusement pas la seule. Dans son rapport

TOELICHTING

DAMES EN HEREN,

Dit voorstel van resolutie neemt, met een aantal aanpassingen, de tekst over van voorstel van resolutie DOC 52 0285/001.

Artikel 29 van het verdrag van 18 april 1961 van Wenen inzake diplomatiek verkeer, bij wet goedgekeurd op 30 maart 1968, stipuleert: "De persoon van de diplomatieke ambtenaar is onschendbaar.". Voorts regelt hetzelfde verdrag de onschendbaarheid van de woonst, de familieleden en het personeel van diplomatieke ambtenaren.

In het kader van de mondiale samenwerking dient de diplomatieke vrede en derhalve de diplomatieke onschendbaarheid, te worden gevrijwaard. Diplomaten zijn bij zware crisissen vaak het laatste communicatiemiddel om handelingen van hun staten van aanhorigheid in hun context te plaatsen en een catastrofe te voorkomen. Hoe verder we ons verwijderen van de laatste grote oorlog die West-Europa heeft gekend, hoe alerter we moeten zijn om het nut van de diplomatie niet te onderschatten. Bovendien brengt een land dat beperkingen oplegt aan de diplomatie, zijn eigen diplomaten in gevaar.

Het statuut en de bescherming die diplomaten genieten, hebben echter perverse gevolgen, zeker in en rond Brussel, de Europese diplomatieke concentratiestad bij uitstek. Brussel is na Genève de stad met het grootste aantal diplomaten. Onschendbaarheid mag niet gelijk staan aan straffeloosheid. Burgers en instellingen van dit land worden meer en meer het slachtoffer van diplomaten, hun familieleden en hun personeel die de diplomatieke onschendbaarheid misbruiken voor criminelle activiteiten. Mensenhandel en slavernij is bij een bekend deel van de diplomatieke kaste in België schering en inslag, alsook drugshandel en witwaspraktijken. Slachtoffers van verkeersongevallen, van onbetaalde rekeningen en van schade hebben geen verhaal tegen diplomaten en hun entourage. Omwille van de onschendbaarheid moeten de parketten en de burgerlijke partijen machtelos toezien hoe diplomaten steeds nieuwe slachtoffers maken.

Politieagente Yvonne Fletcher, op 17 april 1984 doodgeschoten vanuit de Libische ambassade te London, is het symbool geworden van de aanklacht tegen de straffeloze arrogantie van sommige diplomaten. Zij is het bekendste, maar spijtig genoeg niet het enige slachtoffer van de diplomatieke onschendbaarheid. De

final de 1998, la commission de la Chambre sur la traite des êtres humains a attiré l'attention sur le problème grandissant de la traite des êtres humains dans le milieu diplomatique bruxellois. Cela fait des années que le CECLR et l'ASBL Pag-Asa, qui accueillent les victimes de la traite des êtres humains organisée par des diplomates étrangers, tirent la sonnette d'alarme. Selon le CECLR, 11 % du trafic d'êtres humains vers la Belgique se feraient par le biais de la connexion diplomatique. Il est établi que les milieux diplomatiques sont les seuls milieux d'Europe où l'esclavage n'a pas encore été aboli. Lors d'une conférence sur la criminalité organisée, qui s'est tenue à Gand en 2001, les diplomates ont été qualifiés de "nouveaux gladiateurs dans l'arène de la criminalité organisée". À la mi-2001, la Belgique s'est fait admonester par le Parlement européen du fait de l'inertie de ses autorités dans la lutte contre l'exploitation de domestiques par des diplomates étrangers. Il n'y a pas que des faits punissables qui font des victimes parmi notre population. En matière civile aussi, par exemple en cas de non-paiement du loyer — ce qui est un véritable fléau dans les milieux diplomatiques —, nos citoyens ne peuvent pas faire valoir leur droit.

Ces dernières années, les exemples en la matière furent légion. Dans les années nonante, des diplomates somaliens ont été interpellés, à diverses reprises, en présence de demandeurs d'asile somaliens. En août 1999, le fils d'un collaborateur technique de l'ambassade d'Albanie a été pris en flagrant délit, alors qu'il faisait passer clandestinement des Kosovars, et a été désigné comme chef de bande. Au cours d'échauffourées à Anderlecht, le fils du chauffeur de l'ambassadeur de République centrafricaine a été interpellé alors que sa voiture était pleine de bombes incendiaires. Auparavant, cette même personne avait déjà été appréhendée pour vol avec effraction. En janvier 2000, un conseiller de l'ambassade du Gabon a renversé un agent de police. Hormis sa carte diplomatique, cet homme n'avait aucun document sur lui ni dans la voiture. Selon le Comité contre l'esclavage moderne, l'ambassadeur des EAU, à Bruxelles, met à sa disposition et à celle d'autres personnes des jeunes filles, traitées comme des esclaves domestiques et sexuelles. Début 2003, le fils, âgé de quatorze ans, d'un diplomate congolais agresse Mme Colette Foucard à Grimbergen. Mme Foucard, qui souhaite revenir sur l'affaire, reçoit ensuite des menaces de la part du diplomate congolais. En juillet 2003, deux diplomates russes sont pris en flagrant délit lors d'un vol à l'étalage. Un mois plus tard, un terroriste, faisant l'objet d'un signalement international, est interpellé à l'aéroport de Zaventem, avec, sur lui, un passeport diplomatique iranien. La justice belge a dû laisser partir, l'un après l'autre, tous ces criminels, bénéficiant de l'immunité diplomatique, et les a mis hors cause.

kamercommissie mensenhandel stelde in haar eindrapport van 1998 het groeiende probleem van de mensenhandel binnen de Brusselse diplomatieke wereld vast. Ook het CGKR en de vzw Pag-Asa, die de slachtoffers van mensenhandel van buitenlandse diplomaten opvangt, liden reeds jaren na elkaar de alarmbel. Elf procent van de mensensmokkel naar België zou volgens het CGKR gebeuren via de diplomatieke connectie. Vast staat dat de diplomatieke middens de enige milieus zijn in Europa waar slavernij nog systematisch kan. Diplomaten werden op een conferentie rond de georganiseerde misdaad in 2001 in Gent bestempeld als "de nieuwe gladiatoren in de arena van de georganiseerde misdaad." Midden 2001 kreeg België een uitbrander van het Europees Parlement wegens de inertie van de Belgische overheid in de strijd tegen de uitbuizing van dienstpersoneel door buitenlandse diplomaten. Niet alleen strafbare feiten maken slachtoffers bij onze bevolking. Ook inzake burgerlijke aangelegenheden zoals het niet betalen van huishuur — wat in diplomatieke kringen een ware plaag is — kunnen onze onderdanen hun recht niet laten gelden.

De voorbeelden zijn de laatste jaren legio. In de jaren negentig werden verschillende malen Somalische diplomaten staande gehouden in de aanwezigheid van Somalische asielzoekers. In augustus 1999 werd de zoon van een technisch medewerker van de ambassade van Albanië op heterdaad betrapt bij het smokkelen van Kosovaren en aangewezen als bendeleider. De zoon van de chauffeur van de ambassadeur van de Centraal-Afrikaanse Republiek werd tijdens rellen in Anderlecht staande gehouden met zijn wagen vol brandbommen. Voordien was dezelfde persoon reeds gevatt bij diefstal met braak. In januari 2000 reed een adviseur van de Gabonese ambassade een politieagent aan. Buiten zijn diplomatieke kaart had de man geen enkel document op zak of in de wagen. Volgens het Comité tegen Moderne Slavernij stelt de ambassadeur van de V.A.E. in Brussel jonge meisjes ten dienst van zichzelf en van anderen als huishoud- en seksslaven. Begin 2003 overvalt een 14-jarige zoon van een Congolese diplomaat mevrouw Colette Foucard in Grimbergen. Mevrouw Foucard, die de zaak niet blauwblauw wil laten, wordt nadien afgedreigd door de Congolese diplomaat. In juli 2003 worden twee Russische diplomaten tijdens een winkeldiefstal op heterdaad betrapt. Een maand nadat wordt een internationaal geseind terrorist met een Iraans diplomatiek paspoort op zak, staande gehouden op de luchthaven van Zaventem. Het Belgisch gerecht heeft al deze diplomatiek onschendbare criminelen een voor een moeten laten gaan en buiten vervolging gesteld.

Le traité de 1961 prévoit, en guise de sanction, l'expulsion de tout diplomate et/ou de toute personne de son entourage qui fait honte à son pays d'accueil. Le pays d'accueil peut en outre demander au pays d'origine de retirer leur immunité aux personnes concernées. Cependant, si la Cour internationale de justice de la Haye peut être saisie des violations du statut de diplomate, les sanctions qu'elle inflige ne présentent que peu d'intérêt pour les victimes des criminels qui jouissent du statut diplomatique et pour les parties civiles qui aspirent à ce que justice soit faite.

En ce qui concerne le personnel de maison employé dans les milieux diplomatiques, l'ancienne ministre Onkelinx a exprimé le vœu d'améliorer l'efficacité de l'Inspection du travail. Il ne s'agirait toutefois que d'un cautère sur une jambe de bois. En effet, cette solution, qui toucherait plus les victimes que les exploiteurs, n'aurait qu'un impact limité sur un aspect seulement de la problématique en cause. Ainsi qu'en convient le Parlement européen, une révision du Traité de 1961 s'impose. Il pourrait être envisagé, à cet égard, de revoir la portée de l'immunité diplomatique des membres de la famille de l'intéressé et du personnel diplomatique et/ou de créer, dans chaque pays ou au sein de l'ONU, un fonds destiné à indemniser les victimes des diplomates et de leur entourage. L'auteur demande au gouvernement belge, par la présente, de faire œuvre de pionnier en la matière.

Het verdrag van 1961 voorziet de uitwijzing als sanctie voor een diplomaat en of iemand van zijn gevolg die zijn gastland te schande maakt. Ook kan een gastland aan het land van herkomst vragen om de onschendbaarheid op te heffen van de betroffen personen. Schendingen van het diplomatenstatuut kunnen aanhangig worden gemaakt voor het Internationaal Gerechtshof van Den Haag. Slachtoffers van criminelen met een diplomatieke status en burgerlijke partijen die gerechtigheid willen zien geschieden, hebben echter weinig boodschap aan deze sancties.

Wat betreft het huispersonnel dat is tewerkgesteld in diplomatieke kringen, wou voormalig minister Onkelinx de slagkracht verbeteren van de Arbeidsinspectie. Dit is echter dweilen met de kraan open, het viseert eerder de slachtoffers dan de uitbuiters en het heeft slechts een beperkte impact op een deel van de problematiek. Een herziening van het verdrag van 1961 dringt zich op. Dit is ook de visie van het Europees Parlement. Mogelijke pistes zijn een herziening van de draagwijdte van diplomatieke onschendbaarheid van gezinsleden en diplomatiek personeel en/of de oprichting van een fonds binnen elk land of binnen de schoot van de VN voor de vergoeding van slachtoffers van diplomaten en hun entourage. Bij deze vraagt de indiener van de resolutie aan de Belgische regering in deze een voortrekker te zijn.

Alexandra COLEN (VB)
Peter LOGGHE (VB)
Bert SCHOOPS (VB)

PROPOSITION DE RÉSOLUTION

LA CHAMBRE DES REPRÉSENTANTS,

A. vu l'utilisation abusive de plus en plus fréquente de l'immunité diplomatique afin de couvrir des comportements irresponsables, des actes criminels et des activités relevant de la traite des êtres humains;

B. vu le statut particulier de Bruxelles en tant que ville d'intense activité diplomatique et les problèmes qui en résultent pour nos concitoyens;

C. vu la demande du Parlement européen de revoir la Convention de Vienne de 1961 sur les relations diplomatiques dans le cadre de la lutte contre la criminalité transfrontalière;

DEMANDE AU GOUVERNEMENT FÉDÉRAL,

1. d'aborder, dans tous les forums internationaux pertinents, la problématique de l'immunité diplomatique et de la révision de la Convention de Vienne de 1961 sur les relations diplomatiques;

2. dans l'attente d'une révision de la convention de 1961, d'appliquer pleinement les rares sanctions qu'autorise cette convention et de trouver une solution pour les nombreuses victimes et personnes dupées, qui ne peuvent pas faire valoir leurs droits à l'égard de leurs agresseurs et débiteurs couverts par une immunité.

13 décembre 2010

VOORSTEL VAN RESOLUTIE

DE KAMER VAN VOLKSVERTEGENWOORDIGERS,

A. gelet op het toenemend misbruik van de diplomatieke onschendbaarheid voor onverantwoord gedrag, criminale doeleinden en mensenhandel;

B. gelet op de bijzondere status van Brussel als diplomatieke concentratiestad en de problemen die dit met zich meebrengt voor onze burgers;

C. gelet op de vraag van het Europees Parlement om het verdrag van 1961 van Wenen inzake diplomatiek verkeer te herzien in het kader van de bestrijding van de grensoverschrijdende criminaliteit;

VRAAGT DE FEDERALE REGERING,

1. op alle noodzakelijke internationale fora de problematiek ten berde te brengen omtrent de diplomatieke onschendbaarheid en de herziening van het verdrag van 1961 van Wenen inzake diplomatiek verkeer;

2. in afwachting van een herziening van het verdrag van 1961 de weinige sancties die het verdrag toelaat, maximaal toe te passen en een oplossing te vinden voor de talloze slachtoffers en gedupeerden die hun rechten niet kunnen laten gelden ten overstaan van hun onschendbare belagers en schuldenaars.

13 december 2010

Alexandra COLEN (VB)
Peter LOGGHE (VB)
Bert SCHOOFS (VB)